



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 29 juin 2017

Seul le prononcé fait foi

**Prise de parole M. Edouard PHILIPPE, Premier ministre
à l'issue de la remise de l'audit de la Cour des comptes
Hôtel de Matignon
Jeudi 29 juin 2017**

Dès ma nomination, j'ai demandé au Premier Président de la Cour des comptes un audit de la situation de nos finances publiques.

Il m'en a remis ce jour les conclusions.

Elles sont sévères. Elles sont sans appel.

L'équipe sortante s'était engagée sur un déficit à 2,8% du PIB.

La Cour nous dit aujourd'hui qu'il est sans doute autour de 3,2%. Et ce 3,2% suppose déjà des mesures de réduction de la dépense que la Cour qualifie de « vigoureuses ».

Nous héritons donc d'un dérapage de plus de 8 milliards d'euros.

C'est inacceptable.

Je souhaiterais que les Français mesurent l'ampleur de ce dérapage :

- C'est comme si le Gouvernement avait construit un budget en oubliant celui de la Justice
- C'est presque trois fois le budget de la Culture.

8 milliards d'euros de promesses non financées.

8 milliards d'euros de chèques en bois.

Ce constat sans appel vient s'ajouter à celui dressé par le Conseil d'Orientation des Retraites sur la situation dégradée de notre système de retraites qui nous était pourtant présenté comme équilibré.

Tous ces artifices placent la France dans une situation de grande fragilité, y compris vis-à-vis de nos partenaires européens.

Le gouvernement est déterminé à mettre un terme à ce genre de pratiques qui minent la confiance des Français en leurs élus.

L'exercice de vérité mené par la Cour des Comptes va nous permettre de reconstruire un budget sérieux, crédible, sur des bases sincères.

Sous l'autorité du Président de la République, le Gouvernement mettra un terme à la spirale de l'augmentation continue de nos déficits.

Aujourd'hui l'Etat dépense 20% de plus que ce qu'il perçoit. Ce qui ne serait admis d'aucune entreprise, ni d'aucun foyer, ni d'aucun autre Etat européen.

D'ailleurs tous ont engagé depuis plusieurs années maintenant le redressement de leurs comptes. Nous sommes les derniers.

Notre dette publique a atteint un niveau record : 2147 milliards d'euros, soit plus de 70 000 euros par personne qui travaille.

Au moment où je parle, elle augmente chaque seconde.

Nous n'avons pas le droit de faire cela à nos enfants. Il ne leur revient pas de payer cette note.

Et ne nous y trompons pas, avec un tel niveau de dette, c'est aussi la souveraineté de notre pays qui est en jeu.

Mon gouvernement ne laissera pas les comptes dériver.

Nous nous engageons à contenir le déficit à 3% dès 2017.

Nous ne le ferons pas en augmentant les impôts.

Nous le ferons par des mesures d'économies.

Dès mardi, lors de ma déclaration de politique générale, puis mi-juillet pendant le débat d'orientation des finances publiques, j'aurai l'occasion de préciser au parlement notre stratégie de redressement des comptes publics.